



MARDI 6 FEVRIER 2018

TOUTES ET TOUS EN GREVE !

**A l'appel de l'Intersyndicale FSU - CGT – Solidaires,
Rage-up(syndicat étudiant)**

10H00 Place de Catalogne à Perpignan

Dans le 1er degré :

Si la décision de dédoubler les classes de CP en REP et de CE1 en REP+ ne peut être contestée, la diminution des effectifs concerne quelques classes au détriment de toutes les autres. Ce sont notamment les autres classes en REP et REP+ mais aussi les écoles en milieu rural (Cerdagne/Capcir/ Vallespir/ Fenouillèdes ...) qui vont subir de plein fouet cette politique à géométrie variable.

Dans les Pyrénées-Orientales, ces dédoublements nécessitent 78 postes. Or la dotation n'est que de 36 postes !

Ce sont la maternelle, les postes « Plus de maîtres que de classes » et les écoles à fort effectif qui vont subir cette politique d'austérité. C'est aussi l'EREA, qui prend en charge la grande difficulté scolaire, qui est en ligne de mire (7 à 9 suppressions de postes envisagés).

Dans le 2nd degré :

Cette rentrée 2018 dans les collèges de notre département se déroule dans un contexte de forte hausse démographique : 464 élèves supplémentaires par rapport aux prévisions de janvier 2017.

Le H/E départemental baisse de 1.18 à 1.16. Ce qui traduit la réalité d'une pénurie de moyens sur le terrain. 22 collèges ont un H/E en baisse !

18 collèges voient leur DGH diminuer ! La FSU dénonce la **dégradation de la situation des lycées** de notre département. Plus de 140 heures sont perdues pour 170 élèves en moins. 6 lycées sur 10 voient également leur DGH baisser. De plus le projet de **réforme du lycée, du bac et de l'orientation post-bac** est lourde de menaces : disparition des séries, menaces sur certains enseignements, semestrialisations, généralisation du contrôle continu, mise en place de « Parcours sup »

Tous les personnels font face à une dégradation de leurs conditions **de travail** : classes surchargées, emplois du temps désorganisés, réunions imposées ...

Enseignement supérieur :

La sélection à l'entrée de l'université, qui ne dit pas son nom, est la conséquence d'un **manque d'investissement massif**, qui aurait dû être anticipé. Il est prévu 40 000 étudiants supplémentaires à la rentrée prochaine : il manque actuellement l'équivalent de 10 universités en France.

L'exemple des STAPS est significatif : l'annonce du gel de postes dans la plupart des formations va conduire à une diminution du taux d'encadrement et la dégradation de la qualité du service.

Pendant ce temps, les attaques contre la Fonction Publique se multiplient : réintroduction du jour de carence, report de revalorisations, gel du point d'indice, suppression de 120 000 postes et généralisation de la contractualisation au détriment du statut